

Un évènement le 8 février au Palais Bourbon : la conférence de presse syndicats-associations-parlementaires sur le droit des travailleurs français de travailler en français en France

C'est un **évènement** qui s'est produit le 8 février au Palais Bourbon.

Organisé par des responsables de presque tous les syndicats français, appuyés par « Fraternité francophone internationale » (FFI-France) et « Avenir de la langue française » (ALF).

Remarquable **pluralisme syndical**, une première en cette matière d'affirmation du droit de travailler en français en France.

Un mouvement partant de **la base, de responsables syndicaux** dans diverses entreprises "mondialisées" sises en France.

Ils sont **intervenus** à la tribune : CFTC d'abord (porte-parole du collectif), dont CFTC-Axa-assistance par Mme Dominique Mouckagny-Mambo, d'origine éthiopienne (elle a présenté les possibilités d'avancées par le dialogue, notamment dans la mise en place d'une commission de terminologie de l'entreprise) ;

puis CGT-Alcatel, UDPA-UNSA-Axa, SNB-CFE-CGC-Socgen, CFE-CGC-Marchés financiers.

« Modérés » à la tribune par un patron de PME.

Il sont intervenus devant une salle comble contenant plus de trente membres de ces syndicats **et d'autres** : CFDT-EADS et Eurocopter, SCENRAC-CFTC-Educnat, personnels de bord et de maintenance d'Air France, et **surtout** la représentante d'un syndicat agricole qui montra dans son exposé bref et vif, par l'exemple très parlant de l'échalote, comment un glissement de définition vers un sens anglais pouvait faire perdre 3.000 emplois à l'agriculture française!.... ; et près de cent autres personnes dont plusieurs étaient debout.

En **présence** de la **confédération CFTC**, et avec un **message** de soutien de la **confédération CGT**.

Avec des messages de solidarité des deux plus importants syndicats québécois : la « Confédération des Travailleurs du Québec » (FTQ) et la « Centrale des Syndicats démocratiques » (CSD).

Messages fort appréciés : l'exemple et l'évolution du Québec sont suivis avec un vif intérêt par les associations françaises.

Remarquable **chorus de révoltés**, auquel se sont joints :

des officiers supérieurs à propos de l'anglais dans l'Armée au nom de l' "inter-opérabilité" de nos forces avec celles de l'OTAN ;

des chercheurs scientifiques (CNRS, INSERM) ;

des traducteurs (SFT) inquiets de l'éventuelle ratification des accords de Londres sur les brevets européens ;

et même de hauts fonctionnaires de quatre ministères, dont celui des Affaires sociales et du Travail, bien représenté!

Le Parlement y était au total plus qu'associé, puisque le Député Jacques Myard (UMP) en faisait l'ouverture, au nom de la Représentation nationale, dans un discours bref et très pugnace, et que M.

Hage (PC) y était officiellement représenté, MM. Legendre (UMP) et André Bellon (PS) physiquement présents, et le Sénateur Philippe Marini se réjouissant de ce que sa proposition de loi portant complément à la loi Toubon y fût, avec son accord, plébiscitée...

L'exhumation de cette proposition votée à l'unanimité par le Sénat en 2006, enterrée à l'Assemblée, a été demandée dans le document final de la conférence de presse.

Outre FFI et ALF co-organisatrices, **toutes les associations** de promotion du français, qui, depuis des années, avertissaient : « Aujourd'hui on brade votre langue, demain on bradera vos emplois ! » (ALF) étaient présentes ou représentées par leurs militants : AFAL, AFRAV,, Alliance francophone, ASSELAF, CLEC, DDC, « Défense de la langue française » (DLF) ...

De hautes personnalités avaient écrit ou téléphoné au FFI leur appui sans aucune réserve. Parmi elles : trois Immortels : MM Maurice Druon, Secrétaire Perpétuel honoraire, MM. Erik Orsenna et Jean d'Ormesson. S'étaient joints à eux l'éminent linguiste Claude Hagège, ainsi que l'écrivain Dominique Noguez, présent dans la salle.

La vraie surprise vint des **media**. Dûment alertés et relancés par tous les organisateurs. Efforts bien récompensés par la présence tant de la presse écrite que des radios et télévisions. Et plusieurs journalistes non présents ont déjà parlé ou parleront de l'évènement sur la base des excellents documents distribués et expédiés.

Media fortement intéressés : une vingtaine d'entretiens avec nos responsables syndicaux et associatifs et l'un des députés.

Dont plusieurs de la BBC radio et de la BBC télévision (la « BBC-World service » a fait passer le soir même le président du FFI, en anglais, au 19-20h de Nick Gowing), de la Canadian Broadcasting Corporation et d'une américaine. Les media anglo-saxons semblent avoir perçu qu'il se passe quelque chose dans ce pays, que cet imprévisible peuple français dit encore « non », et qu'il se prépare peut-être une nouvelle fois, tel le Gulliver de leur écrivain Jonathan Swift, à arracher d'un seul coup puissant, en se relevant, tous les petits piquets auxquels on avait attaché ses cheveux un à un pendant son sommeil pour le maintenir couché.

La presse et le public ont pu entendre, et applaudir à maintes reprises, ce qui bouillonne dans le monde du travail, les cris sourds de la Grande Muette que l'on enchaîne par l'Otan, ce qui hurle chez les traducteurs de brevets européens que l'on ne veut plus traduire, ce qui souffre encore trop en silence dans nos milieux scientifiques que l'on stérilise à l'anglo-américain, et ce qui maugrée dans nos ministères auxquels - les hauts fonctionnaires venus à la conférence eussent voulu en parler s'ils l'eussent pu - Bruxelles impose le travail sur des documents envoyés uniquement en anglais ! Alors que le français est langue officielle et de travail de ces Communautés européennes, dont la naissance et le développement ont dû tant à la France, alors qu'Albion s'est bien gardée d'adopter l'euro! Et qu'elle impose sa conception d'une simple zone de libre échange ouverte à tous les vents...

Ce qui s'est exprimé – libéré – le 8 février au Palais Bourbon, et s'exprimera encore bien plus fort demain, c'est la **révolte populaire à la base**.

C'est le rejet par le peuple de la gangrène qui gagne par la tête, la dénonciation violente de l'hégémonie de l'Empire, relayée par Bruxelles, et d'une vassalisation entretenue, favorisée, par trop de nouveaux vichystes en France.

C'est la volonté qu'il soit mis fin à trop d'incurie, de forfaiture, voire de sabotage de la langue et des emplois.

C'est la puissante attente d'un sursaut de toutes les forces vives du pays, de toutes les énergies nationales.

D'autres Européens nous disent qu'ils attendent eux aussi la Résistance, d'abord en France. La France la doit à sa tradition, à son propre avenir, et au leur.

Mais elle le doit, plus encore, aux pays de la Francophonie, qui ont le français en partage.

Le **représentant de la Confédération CFTC** a été très applaudi lorsqu'il l'a souligné avec force.

Ne l'oublions jamais.

Il faut aider nos dirigeants de tous bords, et les candidats aux élections présidentielle et législatives, qui qu'ils soient, à mener ce combat à leur tour.

Haut les cœurs!

Albert Salon, ancien Ambassadeur, Président du FFI-France, membre du collectif.